



CHAPITRE 18

Loi modifiant la Loi des régimes
supplémentaires de rentes

[Sanctionnée le 9 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1^{re} session, chapitre 25), modifié par l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b* » « salarié »: un particulier qui pendant une période continue d'au moins six mois exécute un travail en vertu d'un contrat de louage de service personnel ou occupe une charge en un lieu où le régime supplémentaire auquel il participe est assujéti à la présente loi ou à une législation équivalente; »;

b) par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

« *i* » « contribution volontaire additionnelle »: une contribution additionnelle et facultative d'un salarié versée dans des conditions où le régime n'oblige pas l'employeur à verser en conséquence une contribution additionnelle; »;

c) par le remplacement du paragraphe *k* par le suivant:

« *k* » « crédit de rente »: la valeur à un moment donné d'une rente, d'une prestation ou d'un remboursement prévu par un régime supplémentaire auxquels une personne a acquis droit; »;

d) par le remplacement du paragraphe *m* par le suivant:

CHAPTER 18

An Act to amend the Supplemental
Pension Plans Act

[Assented to 9 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25), amended by section 1 of chapter 50 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing paragraph *b* by the following:

“(b) “employee”: an individual who, for a continuous period of not less than six months, does work under a contract of lease and hire of personal services or holds an office in a place where the supplemental plan to which he contributes is subject to this act or to similar legislation;”;

(b) by replacing paragraph *i* by the following:

“(i) “voluntary additional contribution”: an additional and optional contribution by an employee which, under the terms of the plan, does not impose upon the employer an obligation to make a concurrent additional contribution;”;

(c) by replacing paragraph *k* by the following:

“(k) “pension credit”: the value at a particular time of any pension, benefit or reimbursement provided for under a supplemental plan, to which a person has become entitled;”;

(d) by replacing paragraph *m* by the following:

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, s. 1,
mod.

« sala-
rié »;

« contri-
bution
volontaire
addition-
nelle »;

« crédit
de
rente »;

1965
(1st sess.),
c. 25, s. 1,
am.

“em-
ployee”;

“volun-
tary ad-
ditional
contri-
bution”;

“pension
credit”;

« date
d'ins-
cription »;

« m) « date d'inscription »: pour le travail exécuté par un salarié dans la province, le 1^{er} janvier 1966 et, pour le travail exécuté ailleurs, la date à compter de laquelle un régime supplémentaire est assujéti à une législation équivalente; »;

e) par le remplacement du paragraphe r par le suivant:

« légis-
lation
équiva-
lente ».

« r) « législation équivalente »: une loi établissant des normes déclarées équivalentes par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

1965

(1^{re} sess.),
c. 25, a. 5,
mod.

2. L'article 5 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Législa-
tion équi-
valente.

« 5. La déclaration du lieutenant-gouverneur en conseil à l'effet qu'une loi constitue une législation équivalente n'est pas infirmée par la modification ou le remplacement de cette loi. »

1965

(1^{re} sess.),
c. 25, a. 7,
ab.

3. L'article 7 de ladite loi est abrogé.

Id., aa.
11-13, ab.

4. Les articles 11 à 13 de ladite loi sont abrogés.

Id., a.
15, mod.Certifi-
cat.

5. L'article 15 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« L'enregistrement d'un régime peut se prouver au moyen d'un certificat attestant de ce fait et émanant du secrétaire de la Régie. »

1965

(1^{re} sess.),
c. 25, aa.
22, 23,
remp.

6. Les articles 22 et 23 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Rensei-
gnements
prescrits.

« 22. L'administrateur d'un régime enregistré doit fournir à la Régie les renseignements prescrits aux époques et de la manière prescrites.

Noms et
adresses
des admi-
nistra-
teurs, etc.

« 23. L'employeur qui contribue à un régime supplémentaire ou le syndicat professionnel qui a établi un régime supplémentaire pour ses membres doit fournir à la Régie, dans les trente jours d'une demande à cet effet de la part de cette dernière, les noms et adresses des administrateurs du régime et, le cas échéant, ceux des membres du comité de retraite.

Preuve.

La déclaration faite en vertu du présent article fait preuve *prima facie* de son contenu.

“(m) “qualification date”: as regards employment in the Province, 1 January 1966, and, as regards employment elsewhere, the date upon which a supplemental plan becomes subject to similar legislation;”;

(e) by replacing paragraph r by the following:

(r) “similar legislation”: an act establishing standards declared to be similar by the Lieutenant-Governor in Council.”

“qualifica-
tion
date”;“similar
legisla-
tion”.

2. Section 5 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1965

(1st sess.),
c. 25, s. 5,
am.

“5. A declaration of the Lieutenant-Governor in Council that an act establishes similar legislation is not invalidated by the amendment or replacement of such act.”

Similar
legisla-
tion.

3. Section 7 of the said act is repealed.

1965

(1st sess.),
c. 25, s. 7,
repealed.

4. Sections 11 to 13 of the said act are repealed.

Id., ss.
11-13,
repealed.

5. Section 15 of the said act is amended by adding the following paragraph:

Id., s. 15,
am.

“The registration of a plan may be proved by means of a certificate of the secretary of the Board attesting that fact.”

Certifi-
cate.

6. Sections 22 and 23 of the said act are replaced by the following:

1965

(1st sess.),
c. 25, ss.
22, 23,
replaced.

“22. The administrator of a registered plan shall furnish the Board with the prescribed information at the prescribed times and in the prescribed manner.

Prescribed
informa-
tion.

“23. The employer who contributes to a supplemental plan or the professional syndicate which establishes a supplemental plan for its members shall, within thirty days of a request to that effect from the Board, furnish it with the names and addresses of the administrators of the plan and those of the members of the retirement committee, if any.

Names
and ad-
dresses
of admin-
istrators,
etc.

A declaration made under this section is proof *prima facie* of its contents.

Proof.

Date de la demande.	« 23a. Toute demande de la Régie visée aux articles 22 et 23 et faite par lettre recommandée est réputée faite le jour où la demande a été mise à la poste.	« 23a. Every request from the Board contemplated in sections 22 and 23 that is sent by registered mail shall be deemed made on the day the request is mailed.	Date of request.
Preuve à l'employeur, etc.	« 23b. La preuve de l'exécution des obligations découlant des articles 22 et 23 incombe à l'employeur, au syndicat professionnel ou à l'administrateur visé par ces articles.	« 23b. It is incumbent on the employer, the professional syndicate or the administrator contemplated in sections 22 and 23 to furnish the evidence that the obligations proceeding from such sections have been discharged.	Burden of proof.
Obligation de se conformer à a. 22.	« 23c. Dans le cas d'un régime assuré auquel contribue un employeur ou qui a été établi par un syndicat professionnel pour ses membres, l'employeur ou le syndicat professionnel doit se conformer à l'article 22. »	« 23c. In the case of an insured plan to which an employer contributes or which has been established by a professional syndicate for its members, the employer or the professional syndicate shall comply with section 22. »	Section 22 binding.
1965 (1 ^{re} sess.), c. 25, int. précédant a. 25, remp.	7. L'intitulé précédant l'article 25 de ladite loi, se lisant: « STIPULATIONS OBLIGATOIRES », est remplacé par le suivant: « STIPULATIONS OBLIGATOIRES ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES ».	7. The heading preceding section 25 of the said act which reads "MANDATORY PROVISIONS", is replaced by the following: "MANDATORY AND GENERAL PROVISIONS".	1965 (1 st sess.), c. 25, heading preceding s. 25, replaced.
Id., aa. 26, 27, remp.	8. Les articles 26 et 27 de ladite loi sont remplacés par les suivants:	8. Sections 26 and 27 of the said act are replaced by the following:	Id., ss. 26, 27, replaced.
Description écrite.	« 26. Un régime supplémentaire doit stipuler que tout participant doit recevoir une description écrite des dispositions pertinentes du régime et, éventuellement, de ses modifications, avec un exposé des droits et devoirs du participant et tout autre renseignement prescrit. Ces documents doivent être fournis à chaque participant dans les 90 jours de la dernière des dates suivantes: a) la date du début de sa participation au régime; b) la date d'émission du certificat d'enregistrement du régime par la Régie.	« 26. A supplemental plan shall contractually provide that every member of the plan shall receive a written explanation of the pertinent provisions of the plan and of any amendments to it, together with an explanation of his rights and duties and any other prescribed information. Such documents must be furnished to every member within 90 days of the last of the following dates: (a) the date of the beginning of his membership in the plan; (b) the date on which the certificate of registration of the plan is issued by the Board.	Written explanation.
Délai pour fournir les documents.			Delay to furnish documents.
Id., au cas de modification.	Dans le cas d'une modification à un régime, ces documents doivent être fournis à chaque participant dans les 90 jours de la date de l'approbation de la modification par la Régie.	In the case of an amendment to a plan, such documents must be furnished to every member within 90 days of the approval of the amendment by the Board.	Id., if plan amended.
État de rentes, etc., lors de cessation du service.	À la cessation du service ou de la participation d'un salarié, tout employeur doit fournir à celui-ci un état des rentes, prestations et remboursements auxquels il a droit.	Upon the termination of the employment or membership of an employee, every employer shall furnish such employee with a statement of the pension, benefits and refunds to which he is entitled.	Statement of pension, etc., on termination of employment, etc.

Consulta-
tion du
régime.

« 27. Tout participant à un régime ou son mandataire peut, aux conditions prescrites, prendre connaissance au bureau de la Régie des dispositions de ce régime ou en obtenir de celle-ci une copie. »

“27. Every member of a plan or his mandatary may, upon prescribed conditions, take cognizance of the provisions of such plan at the office of the Board or obtain a copy of them from it.”

Cognizing
plan.

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, a.
32a, aj.

9. L'article suivant est inséré après l'article 32 de ladite loi:

9. The following section is inserted after section 32 of the said act:

1965
(1st sess.),
c. 25,
s. 32a,
added.

Diminu-
tion de
montant
de rente
interdite.

« 32a. Le montant d'une rente en cours de paiement le 9 décembre 1975, ou dont le paiement commence après cette date ne peut être diminué par la suite pour tenir compte d'une modification des prestations payées en vertu d'un régime public de rente prescrit. »

“32a. The amount of a pension in payment on 9 December 1975 or the payment of which begins after such date shall not be reduced subsequently in respect of any change in the benefits paid under a prescribed public pension plan.”

Reducing
pension
prohibited.

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, aa.
33, 34,
remp.

10. Les articles 33 et 34 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

10. Sections 33 and 34 of the said act are replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 25, ss.
33, 34,
replaced.

Disposi-
tion obli-
gatoire.

« 33. Un régime enregistré doit stipuler que le participant qui, à la cessation de son service ou de sa participation, a atteint l'âge de 45 ans, mais non l'âge normal de la retraite, ne peut retirer les contributions qu'il a versées depuis la date d'inscription et reçoit une rente différée:

“33. A registered plan shall contractually provide that a member who, upon termination of his employment or of his membership in the plan, has attained the age of 45 years but has not attained normal retirement age, shall not withdraw the contributions he has made since the qualification date but shall receive a deferred annuity:

Manda-
tory
provision.

a) s'il a complété une période continue de dix ans au service de l'employeur, ou

(a) if he has completed a continuous period of ten years in the service of the employer, or

b) s'il a participé au régime pendant dix ans.

(b) if he has been a member of the plan for ten years.

Présomp-
tion.

Tout régime enregistré avant le 9 décembre 1975 est considéré comme contenant la stipulation mentionnée à l'alinéa précédent.

Every plan registered before 9 December 1975 is deemed to contain the provision mentioned in the preceding paragraph.

Presump-
tion.

Montant.

« 34. Le montant de la rente différée prescrite par l'article 33 doit être au moins égal à celui de la rente payable à l'âge normal de la retraite eu égard aux services du salarié, dans la province ou en un lieu où le régime supplémentaire auquel le salarié participe est assujéti à une législation équivalente, en vertu

“34. The amount of the deferred annuity prescribed by section 33 shall be at least equal to the amount of the pension provided at normal retirement age in respect of service as an employee in the Province or in a place where the supplemental plan of which the employee is a member is subject to similar legisla-
tion

Amount.

a) du régime,
b) d'une modification faite depuis la date d'inscription, ou

(a) under the plan,
(b) by an amendment made since the qualification date, or

c) d'un régime établi depuis la date d'inscription.

(c) by a plan established on or after the qualification date.

Restriction.

La rente payable en vertu du paragraphe *a* ne tient compte des services que depuis la date d'inscription.

Montant, modalités et conditions.

La rente différée prescrite par l'article 33 doit être au moins égale en valeur à la rente que constitueraient les contributions versées par le salarié à l'égard de cette rente différée et elle doit comporter les mêmes modalités et conditions que la rente de retraite à laquelle le participant aurait eu droit s'il avait atteint l'âge normal de retraite. »

The pension provided under paragraph *a* shall be in respect only of employment on or after the qualification date.

Restriction.

The deferred annuity prescribed by section 33 shall be at least equal in value to the pension that would arise from the contributions made by the employee in respect of such deferred annuity and shall comprise the same terms and conditions as those of the retirement pension to which the member would have been entitled had he reached normal retirement age."

Amount, terms and conditions.

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, a.
36, mod.

11. L'article 36 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du paragraphe *b*, du chiffre « 10 » par le chiffre « 25 ».

11. Section 36 of the said act is amended by replacing the figure "10" in the fifth line of paragraph *b* by the figure "25".

1965
(1st sess.),
c. 25, s.
36, am.Id., a. 37,
remp.

12. L'article 37 de ladite loi est remplacé par les suivants:

12. Section 37 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 37,
replaced.

Disposition obligatoire.

« **37.** Un régime doit stipuler qu'à la cessation de son service ou de sa participation, le salarié qui n'a pas droit à la rente différée prescrite à l'article 33 a droit, au moins, soit au remboursement de la somme des contributions, autres que les contributions volontaires additionnelles, qu'il a versées depuis la date d'inscription, soit à la rente différée constituée par ces contributions.

« **37.** A plan shall contractually provide that upon termination of his employment or upon termination of his membership in the plan, an employee who is not entitled to the deferred pension prescribed in section 33 is at least entitled to either the reimbursement of the aggregate of the contributions, other than voluntary additional contributions, made by him since the qualification date or the deferred annuity arising from such contributions.

Mandatory provision.

Droit aux contributions volontaires additionnelles.

« **37a.** À la cessation de son service ou de sa participation, tout salarié a droit à la valeur des contributions volontaires additionnelles qu'il a versées à la caisse d'un régime.

« **37a.** Upon termination of his employment or of his membership in a plan, every employee is entitled to the value of the voluntary additional contributions he has paid into the fund of the plan.

Right to voluntary additional contributions.

Cessation de participation sans abandon d'emploi.

« **37b.** Sauf pour ce qui est prévu à l'article 40, dans le cas d'un salarié qui a cessé sa participation au régime sans mettre fin à son emploi, l'administrateur d'un régime ne peut rembourser des contributions versées depuis la date d'inscription, autres que des contributions volontaires additionnelles, avant la date où le salarié met fin à son emploi. »

« **37b.** Except as provided in section 40, where an employee has terminated his membership in the plan without terminating his employment, the administrator of the plan shall not reimburse contributions made from the qualification date, other than voluntary additional contributions, before the date of termination of employment."

Termination of membership but not of employment.

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, a.
40, remp.

13. L'article 40 de ladite loi est remplacé par les suivants:

13. Section 40 of the said act is replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 25,
s. 40,
replaced.

Cessation de contributions.

« **40.** Lorsqu'un employeur cesse de contribuer à l'égard d'une partie ou de la

« **40.** Where an employer ceases to contribute with respect to some or all of

Cessation of contributions.

totalité des participants à un régime, l'administrateur de celui-ci doit en aviser aussitôt la Régie. Si celle-ci considère qu'il y a terminaison totale ou partielle, l'administrateur du régime doit faire préparer par une personne ayant les qualités prescrites un rapport portant sur la méthode à adopter pour la répartition de la caisse de retraite et contenant tout renseignement prescrit. L'administrateur transmet ce rapport à la Régie.

Administrateur lié par le rapport.

Ce rapport, s'il est approuvé par la Régie, lie l'administrateur, qui doit s'y conformer et qui doit acquitter les crédits de rente en cause dans le délai que la Régie impose. En outre, l'administrateur ne peut distribuer la caisse de retraite avant cette approbation.

Acquittement de crédits de rente.

« 40a. Doivent être acquittés en premier lieu tous les crédits de rente relatifs aux rentes ou portions de rentes mentionnées à chacun des paragraphes suivants:

a) la rente différée prescrite aux articles 33 à 35 pour tout ancien salarié, de même que pour tout salarié actuel comme s'il avait cessé son service à la date de terminaison du régime;

b) la portion des rentes en cours de paiement et des rentes de retraite des salariés qui ont opté pour une retraite retardée constituée par les contributions, autres que les contributions volontaires additionnelles, versées à l'égard de ces rentes depuis la date d'inscription;

c) la rente à l'égard de tout salarié ancien ou actuel autre qu'un salarié visé aux paragraphes a et b, constituée par ses contributions, autres que ses contributions volontaires additionnelles, versées depuis la date d'inscription;

d) la portion de toute rente constituée par des contributions volontaires additionnelles.

Prorata du crédit de rente.

Si les crédits de rente visés aux paragraphes a à d ci-dessus ne peuvent être intégralement acquittés, chaque salarié ou bénéficiaire y visé a droit au prorata de son crédit de rente.

Réduction de crédits de rente.

« 40b. Nonobstant les articles 33 à 35 et les dispositions du régime, tout crédit de rente ayant créé un déficit actuariel initial non entièrement capitalisé à la date de terminaison doit, aux fins de

the members of a plan, the administrator of the plan shall immediately advise the Board. Should the Board consider the plan terminated in whole or in part, the administrator of the plan shall cause a report to be prepared by a person having the prescribed qualifications on the method to be adopted for the apportionment of the retirement fund, containing all the information prescribed. The administrator shall send such report to the Board.

Such report, if approved by the Board, shall bind the administrator, who must comply therewith and pay the pension credits concerned within the delay determined by the Board. Moreover, the administrator shall not distribute the retirement fund before such approval.

Report binds administrator.

« 40a. All pension credits relating to pensions or parts of pensions mentioned in each of the following subparagraphs shall be paid first:

Pension credits paid first.

(a) the deferred annuity prescribed in sections 33 to 35 with respect to every former employee and every present employee as if he had terminated his employment on the day the plan terminated;

(b) that part of the pensions in payment and of the retirement pensions of employees having opted for deferred retirement arising from the contributions, other than voluntary additional contributions, made with respect to such pensions from the qualification date;

(c) the pension with respect to any former or present employee, other than an employee contemplated in subparagraphs a and b, arising from his contributions, other than voluntary additional contributions, made from the qualification date;

(d) that part of any pension arising from voluntary additional contributions.

If the pension credits contemplated in subparagraphs a to d cannot be paid in whole, each employee or beneficiary contemplated therein shall be entitled to a proportionate share of his pension credit.

Pro rata.

« 40b. Notwithstanding sections 33 to 35 and the provisions of the plan, every pension credit having caused an initial unfunded liability not fully funded on the date of termination shall, for the purpose

Reduction of pension credit.

la détermination des crédits de rente pour la répartition de la caisse, être réduit dans les circonstances et de la manière prescrites.

of determining pension credits for the apportionment of the fund, be reduced under the circumstances and in the manner prescribed.

Retour
à l'em-
ployeur de
partie de
la caisse.

« 40c. Il ne peut y avoir retour à l'employeur d'aucune partie de la caisse, sauf :

“40c. No part of the fund shall revert to the employer, except:

Reversion
to
employer
exception-
al.

a) lors de la terminaison totale d'un régime sans adoption d'un nouveau; et
b) après acquittement de tous les crédits de rentes.

(a) when a plan is terminated in whole without a new plan being adopted; and
(b) after the payment of all pension credits has been made.

Augmen-
tation de
crédits
de rente.

Aux fins du présent article, le crédit de rente de tout salarié en service au moment de la terminaison doit être augmenté, s'il y a lieu, afin d'égaliser la valeur, à la date de terminaison, de la rente payable à l'âge normal de la retraite en vertu du régime eu égard à sa période de service reconnue par le régime. »

For the purposes of this section, the pension credit of every employee under employment at the time of the termination shall be increased, if necessary, to make it equal to the value on termination date of the pension payable at normal retirement age under the plan, having regard to his period of service as defined in the plan.”

Increase
of pension
credit.

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, a.
42a, aj.

14. L'article suivant est inséré après l'article 42 de ladite loi :

14. The following section is inserted after section 42 of the said act :

1965
(1st sess.),
c. 25,
s. 42a,
added.

Fonds en
fiducie.

« 42a. Lorsque des fonds ont été accumulés dans une caisse en vue de l'établissement d'un régime, sans que tel régime n'ait été établi dans un délai raisonnable, la Régie peut, lorsqu'elle est d'avis à la suite d'une enquête que les droits des intéressés sont en péril, exiger que ces fonds lui soient remis en fiducie par leurs détenteurs.

“42a. Where moneys have accumulated in a fund to establish a plan but such plan has not been established within a reasonable time, the Board may, if it considers, after investigation, that the rights of the interested persons are in jeopardy, require that such moneys be put in trust with the Board by their holders.

Moneys
in trust.

Distribu-
tion.

La Régie procède alors à la distribution de ces fonds suivant ce qu'elle juge juste et équitable. »

The Board shall then distribute such moneys as it deems fair and equitable.”

Distribu-
tion.

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, a.
45, mod.

15. L'article 45 de ladite loi est modifié par l'insertion dans la cinquième ligne, après le mot « salariés », des suivants : « ou de représentants de salariés ».

15. Section 45 of the said act is amended by inserting after the word “employees” in the fifth line the words “or representatives of employees”.

1965
(1st sess.),
c. 25, s.
45, am.

Id., aa.
52-56,
remp.

16. Les articles 52 à 56 de ladite loi sont remplacés par les suivants :

16. Sections 52 to 56 of the said act are replaced by the following :

Id., ss.
52-56,
replaced.

Mise en
tutelle.

« 52. Lorsqu'un régime supplémentaire n'est pas enregistré, n'est pas conforme aux normes ou cesse de l'être ou lorsque son administrateur néglige de fournir les renseignements prescrits, la Régie peut mettre le régime en tutelle et désigner un curateur et déterminer les barèmes de la rémunération de celui-ci.

“52. Where a supplemental plan is not registered, is not or ceases to be in conformity with the standards, or the administrator thereof fails to furnish the prescribed information, the Board may place the plan under trusteeship and appoint a curator and determine the scale of his remuneration.

Trustee-
ship.

Idem.

Un régime terminé peut également être mis en tutelle si les normes relatives à la

A terminated plan may also be placed under trusteeship if the standards relating

Idem.

répartition de la caisse ne sont pas suivies.

to the apportionment of the fund are not complied with.

Avis à l'administrateur.

« 52a. La Régie avise sans délai l'administrateur du régime du fait de la mise en tutelle, lui indiquant en même temps le nom et l'adresse du curateur.

“52a. The Board shall immediately notify the administrator of the plan that the plan has been placed under trusteeship, and indicate at the same time the name and address of the curator.

Administrator notified.

Présomption de réception.

Si l'avis est donné par lettre recommandée, il est réputé reçu par l'administrateur le jour de la mise à la poste.

If the notice is sent by registered mail, it is deemed received by the administrator on the day of mailing.

Notification presumed.

Publication dans un quotidien.

« 52b. La Régie publie aussi un semblable avis dans un quotidien atteignant la municipalité où l'employeur a sa principale place d'affaires au Québec et celle où, de l'avis de la Régie, demeure le groupe le plus important de salariés visés par le régime.

“52b. The Board shall publish a similar notice in a daily newspaper circulating in the municipality where the employer has his principal place of business in the province of Québec and in that where, in the opinion of the Board, the greatest number of the employees contemplated in the plan reside.

Published in daily newspaper.

Immunité du curateur.

« 53. Le curateur ne peut être poursuivi personnellement à l'égard d'actes accomplis par lui de bonne foi dans l'exercice de son mandat.

“53. The curator shall not be prosecuted personally for acts performed by him in good faith in the performance of his duties.

Curator's immunity.

Mandat.

Le mandat du curateur doit être pour une période déterminée mais il peut être renouvelé.

The curator shall hold office for a specified period, but may be reappointed.

Term of office.

Devoirs.

« 53a. Du moment qu'une personne a accepté sa nomination comme curateur, elle doit accomplir les devoirs que la loi lui impose jusqu'à ce que mainlevée soit accordée ou qu'elle ait été relevée de ses fonctions ou remplacée par la Régie.

“53a. From the time a person accepts his appointment as curator, he shall perform the duties imposed on him by law until release is granted, or until he is relieved of office or replaced by the Board.

Duties.

Actes non viciés par erreur, etc.

« 53b. Aucune erreur ou irrégularité dans la nomination du curateur ne vicie un acte accompli de bonne foi par lui.

“53b. No error or irregularity in the appointment of the curator shall invalidate any act performed by him in good faith.

Acts valid.

Désignation.

« 53c. La désignation du curateur agissant en cette fonction est « le curateur au » suivi du nom du régime en tutelle.

“53c. The designation of the curator acting as such shall be “curator to the” followed by the name of the plan under trusteeship.

Designation.

Droits et pouvoirs.

« 54. À compter de sa désignation, le curateur possède, en plus des droits et pouvoirs de l'administrateur du régime, celui d'en proposer la modification afin de le rendre conforme aux normes.

“54. From his designation, in addition to the rights and powers of the administrator of the plan, the curator has the right to propose any amendment to the plan to make it conform to the standards.

Rights and powers.

Cautionnement.

« 54a. Après sa nomination, le curateur doit aussitôt fournir un cautionnement en espèces ou sous forme de lettre de garantie d'une compagnie de garantie,

“54a. Upon his appointment, the curator shall immediately give security in cash or by bond of a guarantee company satisfactory to the Board for the due

Security.

agréée par la Régie, garantissant qu'il rendra compte de tout bien reçu par lui en qualité de curateur, et qu'il remplira diligemment et fidèlement ses devoirs; le cautionnement doit être déposé entre les mains de la Régie et donné en faveur du régime. Il peut être exécuté par tout curateur subséquent ou par l'administrateur du régime lorsque celui-ci ne sera plus en tutelle. Le montant du cautionnement est fixé par la Régie qui peut l'augmenter ou le réduire.

accounting of all property he receives as curator and for the due and faithful performance of his duties; the security shall be deposited with the Board and given in favour of the plan. It may be enforced by any succeeding curator or by the administrator of the plan after termination of the trusteeship. The amount of the security shall be determined by the Board which may increase or reduce it.

Accès aux documents.

« 54b. Le curateur a accès aux documents relatifs au régime sous tutelle et toute personne qui en a la garde doit les mettre à la disposition du curateur à la demande de celui-ci.

“54b. The curator shall have access to the documents pertaining to the plan under trusteeship and any person having charge of such documents shall put them at the disposal of the curator at his request.

Prise de possession de documents, etc.

Avec la permission de la Régie, le curateur peut prendre possession des documents ainsi que de l'actif entier du régime, y compris les comptes et les argents en banque ou en fidéicommis. Dans ce cas, il doit préparer un inventaire.

With the permission of the Board, the curator may take possession of the documents and of all the assets of the plan, including bank and trust accounts and monies deposited at the bank or in trust. In that case, he shall make an inventory.

Requête pour obtenir accès.

Le curateur peut, par requête, obtenir d'un juge de la Cour supérieure une ordonnance enjoignant à la personne qui omet de se conformer à une demande faite en vertu des alinéas précédents de donner au curateur l'accès requis ou de lui remettre les documents ou biens concernés.

The curator may, on motion, obtain from a judge of the Superior Court an order enjoining any person who fails to comply with a request made under the preceding paragraphs to give the curator the required access or to deliver to him the documents or assets involved.

Requête pour ouverture des lieux, etc.

De même, le curateur peut obtenir une ordonnance enjoignant l'ouverture par la force, le cas échéant, de lieux, armoires ou coffres où se trouvent les documents et biens mentionnés ci-dessus.

Similarly, the curator may, if necessary, obtain an order enjoining that the premises, closets or safes where the above mentioned documents and assets are deposited, be opened by force.

Modification transmise à l'administrateur.

« 55. Une modification proposée par le curateur doit être communiquée par lettre recommandée, à leur dernière adresse connue, à l'administrateur ou à l'employeur et aux participants dont il a les noms et adresses. Cette lettre est censée reçue par son destinataire le jour de la mise à la poste.

“55. Any amendment proposed by the curator shall be communicated by registered letter, at their last known address, to the administrator or employer and to the members whose names and addresses he has. This letter is deemed to have been received by its addressee on the day of mailing.

Approbation de la Régie.

Une telle modification est ensuite soumise à l'approbation de la Régie qui ne doit l'approuver que si elle en vient à la conclusion que le changement est dans l'intérêt des participants.

Such amendment shall then be submitted for approval to the Board which shall not approve it unless it considers the change to be in the interest of the members.

Intéressés liés.

Une modification approuvée suivant le présent article lie tous les intéressés y compris les incapables et ceux qui n'ont qu'un intérêt éventuel.

Any amendment approved under this section shall bind all interested persons including incapable persons and those having only contingent interest.

Opinion
d'experts.

« 55a. Le curateur peut obtenir l'opinion de conseillers juridiques, actuaires, comptables ou autres experts et prendre les procédures judiciaires qu'il juge nécessaires pour l'exercice de ses fonctions de même que pour l'administration du régime.

"55a. The curator may obtain advice from legal advisers, actuaries, accountants or other experts and take such court proceedings as he may consider necessary for the exercise of his office and for the administration of the plan.

Expert
advice.Mode de
paiement.

« 55b. Tous les paiements faits par un curateur doivent être opérés au moyen de chèques tirés sur le compte du régime.

"55b. All payments made by a curator shall be made by cheque drawn on the account of the plan.

Mode of
payment.Déchéance
de droits.

« 55c. Toute personne ayant des droits dans un régime peut en être déchue lorsqu'ils ne sont pas inscrits dans les registres et livres du régime à moins qu'ils ne soient dénoncés par écrit au curateur par cette personne dans les 12 mois de la publication de l'avis de tutelle visé à l'article 52b.

"55c. Any person entitled to any rights in a plan may forfeit such rights if they are not entered in the registers and books of the plan unless he makes them known in writing to the curator within 12 months from the publishing of the notice of trusteeship contemplated in section 52b.

Forfeiture.

Frais
de la
tutelle.

« 55d. Les frais de la tutelle approuvés par la Régie sont supportés par le régime à moins que celle-ci, sur recommandation du curateur, ne décide de les assumer elle-même.

"55d. The expenses of the trusteeship approved by the Board are paid by the plan unless the Board decides to pay them upon recommendation of the curator.

Trustee-
ship
expenses.Dépôt
chez le
curateur
public.

« 55e. Les argents appartenant à des personnes dont le curateur ne peut retracer l'adresse doivent être déposés entre les mains du curateur public.

"55e. Monies owing to persons whose addresses the curator cannot trace shall be deposited with the public curator.

Deposit
with
public
curator.Fin de la
tutelle.

« 56. La tutelle prend fin par mainlevée accordée par la Régie.

"56. The trusteeship shall terminate upon release granted by the Board.

Termina-
tion of
trustee-
ship.Présomp-
tion.

« 56a. Sous réserve de l'alinéa suivant, lorsqu'il s'agit de régimes assurés, l'employeur ou, s'ils sont plusieurs, chacun d'eux est réputé être l'administrateur d'un régime pour les fins des articles 52 à 56.

"56a. Subject to the following paragraph, in the case of insured plans, the employer or, if there are more than one employer, each of them is deemed to be the administrator of a plan for the purposes of sections 52 to 56.

Presump-
tion.

Idem.

Dans le cas d'un régime établi par un syndicat professionnel pour ses membres, le syndicat est réputé pour les mêmes fins être l'administrateur de ce régime. »

In the case of a plan established by a professional syndicate for its members, the syndicate shall be deemed to be the administrator of that plan for the same purposes."

Idem.

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, a.
57, mod.

17. L'article 57 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes a et b par les suivants:

« a) conclure une entente avec les représentants autorisés d'un gouvernement qui administre une législation équivalente, afin de pourvoir à l'enregistrement et à l'inspection réciproques des régimes supplémentaires ainsi qu'à l'établissement

17. Section 57 of the said act is amended by replacing paragraphs a and b by the following:

"(a) enter into agreements with the authorized representatives of a government administering similar legislation to provide for the reciprocal registration and inspection of supplemental plans and for the establishment of a Canadian associa-

1965
(1st sess.),
c. 25, s.
57, am.

d'une association canadienne d'organismes similaires à la Régie;

b) déléguer à un gouvernement qui administre une législation équivalente, ou à l'un de ses organismes, certaines des fonctions et certains des pouvoirs conférés à la Régie par la présente loi; ».

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, a.
58, mod.

18. L'article 58 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 50 des lois de 1969 et par l'article 11 du chapitre 19 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des deux premières lignes par ce qui suit:

Pouvoirs
de la
Régie.

« **58.** La Régie peut, par règlement, prescrire tout ce qui doit ou peut être prescrit en vertu de la présente loi et déterminer: »;

b) par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

« *f*) les conditions suivant lesquelles advenant la cessation du service d'un salarié ou de sa participation à un régime supplémentaire, les sommes correspondant aux crédits de rente peuvent être, soit détenues par l'administrateur, le curateur, l'assureur ou le fiduciaire du régime, soit transférées à l'administrateur, à l'assureur ou au fiduciaire d'un autre régime ou à un régime enregistré d'épargne-retraite, ou à l'institution visée au paragraphe *e* de l'article 6; »;

c) par la suppression du paragraphe *i*;

d) par le remplacement des paragraphes *l* et *m* par les suivants:

« *l*) les honoraires exigibles pour l'enregistrement, le maintien de l'enregistrement, l'inspection des régimes et l'émission par la Régie de copies des dispositions d'un régime;

« *m*) les formules requises de même que celles sur lesquelles les renseignements à fournir à la Régie peuvent ou doivent l'être; »;

e) par l'addition des paragraphes suivants:

« *q*) les régimes publics de rentes visés à l'article 32*a*;

« *r*) les conditions suivant lesquelles peuvent s'effectuer la fusion de régimes de même que la subdivision d'un régime;

« *s*) les renseignements à fournir à la

tion of commissions similar to the Board;

(b) delegate to a government administering similar legislation, or to one of its agencies, such functions and powers as are conferred upon the Board under this act;”.

18. Section 58 of the said act, amended by section 3 of chapter 50 of the statutes of 1969 and by section 11 of chapter 19 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing the first two lines by the following:

“**58.** The Board may, by regulation, prescribe what may or must be prescribed under this act and determine:”;

(b) by replacing paragraph *f* by the following:

“(f) the conditions under which, upon termination of employment of an employee or upon termination of an employee's membership in a supplemental plan, pension credits may be held by the administrator, curator, insurer or trustee of the plan or transferred to the administrator, insurer or trustee of another plan or to a registered retirement savings plan or to the agency described in paragraph *e* of section 6;”;

(c) by striking out paragraph *i*;

(d) by replacing paragraphs *l* and *m* by the following:

“(l) fees payable for registration, renewal of registration, inspection of plans and for the issue by the Board of copies of a plan's provisions;

“(m) prescribed forms and those on which information to be furnished to the Board may or must be furnished;”;

(e) by adding the following paragraphs:

“(q) public pension plans contemplated in section 32*a*;

“(r) the conditions under which supplemental plans can merge or a plan can be divided into several plans;

“(s) the information to be provided to

1965
(1st sess.),
c. 25, s.
58, am.

Powers
of the
Board.

Régie de même que les époques et les délais pour ce faire;

« *t*) pour quelles fins et dans quelles circonstances, advenant un changement d'employeur, celui-ci sera réputé être le même que l'employeur précédent;

« *u*) le sens de l'expression « déficit actuariel initial »;

« *v*) les personnes ou les catégories de personnes autorisées à préparer un rapport de terminaison visé à l'article 40. »

the Board as well as the times and delays to do so;

“(*t*) for what purposes and under what circumstances, upon a change of employers, the new employer shall be deemed to be the same as the previous employer;

“(*u*) the meaning of the expression “initial unfunded liability”;

“(*v*) the persons or classes of persons authorized to make a termination report contemplated in section 40.”

1965
(1^{re} sess.),
c. 25, a.
60, remp.
Infractions et
peines.

19. L'article 60 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **60.** Quiconque

a) omet d'observer les dispositions de la présente loi ou d'un règlement,

b) empêche un fonctionnaire, employé ou inspecteur de la Régie ou un curateur désigné par elle de remplir ses fonctions,

c) fait de fausses déclarations pour l'obtention ou le maintien de l'enregistrement, ou en réponse à une demande de renseignement adressée par la Régie, ou

d) omet d'observer les dispositions stipulées dans un régime supplémentaire en vertu des articles 26, 33 et 37,

commet une infraction et est passible d'une amende de \$200 pour la première infraction, de \$1,000 pour la seconde et de \$2,000 pour toute infraction subséquente. »

19. Section 60 of the said act is replaced by the following:

“**60.** Every person who

(a) contravenes any provision of this act or of the regulations,

(b) obstructs an officer, agent or inspector of the Board or a curator appointed by the Board in the performance of his duties,

(c) makes misrepresentations for registration or renewal thereof or in answering a request for information from the Board, or

(d) contravenes any provision contained in a supplemental plan according to sections 26, 33 and 37,

is guilty of an offence and is liable to a fine of not more than \$200 for the first offence, \$1,000 for the second and \$2,000 for any subsequent offence. »

1965
(1st sess.),
c. 25,
s. 60,
replaced.

Offences
and
penalties.

Entrée en
vigueur.

20. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

20. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.